

LES DEPENSES EN TRANSPORTS DES COMMUNES : FORTE AUGMENTATION EN 1988

Catherine ROY



L'enquête annuelle sur les collectivités locales de la DAEI permet depuis 1979 le suivi de leurs dépenses d'investissement en bâtiment et travaux publics à la demande de l'OEST. Elle a été enrichie en 1988 par ajout des dépenses en transport. Même si le questionnaire reste assez limité, cette enquête est la seule à fournir des chiffres pour l'année précédente et pour les communes de moins de dix mille habitants, ainsi que des prévisions pour l'année en cours.

Forte progression des dépenses en transport des communes de plus de 10 000 habitants

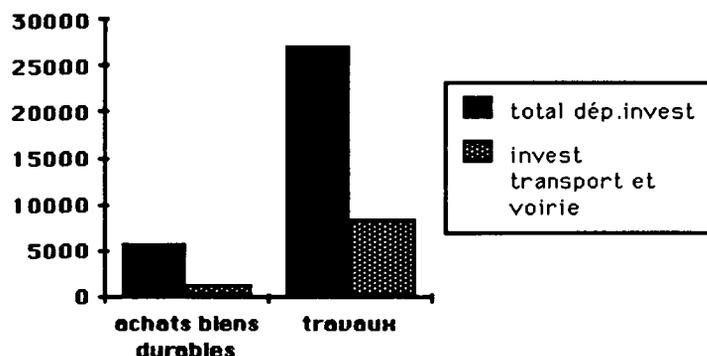
Les dépenses d'investissement en transport des communes de plus de 10 000 habitants ont connu une forte augmentation durant l'année 1988 comme le montre le tableau suivant:

Dépenses des communes de plus de 10 000 habitants (millions F.)

	1988	1987	88/87
VOIRIE(901)	9510	7293	30%
Acquisition hors terrain(21-210)	908	825*	nd
Travaux(23)	8212	6605*	nd
TRANSPORTS(905)	644	554	16%
Achats de biens durables(21)	268	269*	nd
Travaux(23)	171	41*	nd

*nota: en 1987 le détail des postes voiries et transports ne comprend pas tous les comptes mais seulement les comptes 211 à 213 et 232 et 233. Ceux-ci sont par contre tous bien compris dans les deux totaux (901 et 905)

Si l'on se reporte aux chiffres estimés par l'OEST pour les Comptes des Transports de la Nation, ils sont tout à fait comparables puisqu'ils donnent une formation brute de capital fixe de 7910 millions de F. contre 7847 millions d'après l'enquête pour 1987. Par rapport aux dépenses d'ensemble -correspondant aux mêmes comptes des communes de plus de 10 000 habitants, le transport reste non négligeable (28 % du total):



Progression plus faible pour les communes de moins de 10 000 habitants

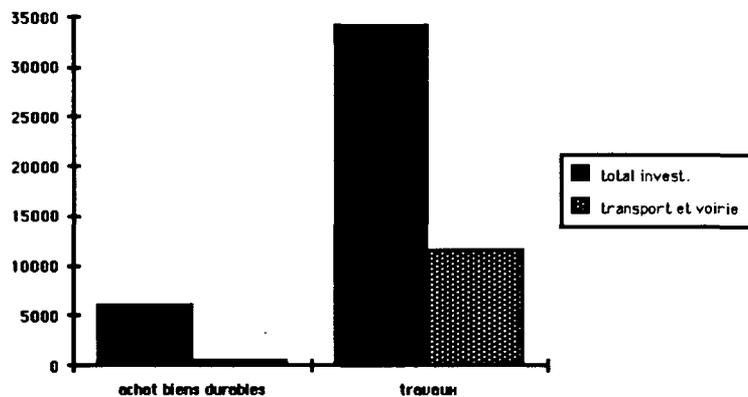
L'analyse de l'ensemble de l'enquête sur les investissements des collectivités locales montre que les dépenses d'investissement en transport et en voirie augmentent, comme les autres immobilisations beaucoup plus fortement que l'ensemble des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement. Les communes de moins de 10 000 habitants ont connu une progression beaucoup plus faible de leurs dépenses d'investissement en transport:

Dépenses des communes de moins de 10 000 habitants (millions de F.)

	1988	1987	1988/1987
VOIRIE			
achats de biens durables	618	823	-25%
travaux	11648	10559	10%

COLLECTIVITES

Les dépenses globales d'investissement pour les voiries n'ont augmenté que de 8 % contre une augmentation totale de 19% pour les communes de moins de 10 000 habitants. Les dépenses en voirie dans l'ensemble des dépenses de même nature représentent 30% des dépenses totales :



En 1989 la progression des dépenses des communes sera plus modérée

Sur plusieurs années on observe comme pour les communes de plus de 10 000 habitants une bonne estimation à partir des budgets primitifs pour ce qui concerne les dépenses globales.

dépenses des communes de moins de 10 000 habitants (millions F.)

	1986	1987	1988 estimé	1988	1989 estimé
ACHATS BIENS DURABLES					
ensemble	4803	5315	6162	6138	6990
transport	nd	823	nd	618	nd
TRAVAUX					
ensemble	28242	28635	35080	34256	34464
transport	nd	10559	nd	11647	nd

Notons que l'année 1988 était une année électorale, ce qui peut expliquer en partie les plus fortes hausses des dépenses pour les communes. Il faut aussi rappeler qu'il faut prendre avec précaution les évolutions ainsi dégagées, comme il est nécessaire de le faire à chaque enquête. En utilisant les résultats de l'enquête pour estimer l'évolution des investis-

FBCF en transport et voirie des communes (millions F.)

	1984	1985	1986	1987	1988
communes de plus de 10 000	5596	6859	7290	7910	10140
communes de moins de 10 000	2074	2716	3077	3415	3678
total	7970	9675	10367	11325	13818

(estimation O.E.S.T.)

Une augmentation de 73 % pour les dépenses en transport des communes sur 5 ans

Rappelons que les communes représentent 31% des dépenses d'investissement en transport des collectivités locales et qu'à elles seules elles dépassent les deux tiers de celles de l'Etat. ■

L'enquête a été réalisée, dans la plupart des cas, par les Cellules Statistiques ou Economiques des Directions Régionales de l'Équipement. Les données sont centralisées et traitées au niveau national par la sous-direction des Actions Statistiques de la DAEI (Ministère de l'Équipement). Afin de disposer de résultats fiables, l'approche en termes de données comptables a été privilégiée. Le questionnaire porte sur le compte administratif qui retrace la comptabilité en recettes et dépenses exécutées, et, pour le volet BTP, sur les budgets primitifs qui présentent les prévisions de recettes et de dépenses pour 1989.